

TENDANCES INTERNATIONALES - La reprise s'installe graduellement dans les économies avancées, mais la croissance mondiale demeure contrainte par la poursuite du ralentissement des émergents.

↳ Une croissance mondiale un peu moins forte qu'anticipée sur l'ensemble de l'année 2015

En 2015, et comme depuis 2012, la **croissance mondiale devrait de nouveau s'établir à un niveau relativement mesuré (+3,1% en prévision)**, soit 0,3 point de moins qu'en 2014 et 0,2 point en dessous des prévisions de l'été 2015 (FMI).

Cette évolution à la baisse des perspectives de croissance traduit essentiellement **la poursuite du ralentissement de l'activité dans la plupart des grands pays émergents, et ce pour la 5^{ème} année consécutive, ainsi que la détérioration du climat économique dans les pays exportateurs de pétrole.**

Baisse des matières premières dans un contexte global de plus faible demande, diminution des flux de capitaux vers les pays émergents, impacts de la dévaluation de leurs monnaies sur leurs capacités de financement, plus grande volatilité sur les marchés financiers (cf. notamment les tensions boursières de l'été en Chine) sont autant d'éléments qui ont contribué à une dégradation de leurs perspectives de croissance au cours des derniers mois.

Du côté des économies avancées, la reprise semble s'installer peu à peu. Si elle paraît relativement robuste outre-atlantique, elle demeure cependant encore modeste dans la plupart des autres zones/pays considérés (en Zone euro et au Japon particulièrement). D'une part, **les séquelles des crises précédentes sont encore présentes** (dette publique et privée, relative faiblesse de l'investissement) et brident toujours sur les capacités de rebond à moyen terme et, d'autre part, **la situation plus difficile traversée par les pays émergents affecte aujourd'hui le potentiel export à destination de ces derniers.**

On soulignera aussi que **les multiples tensions géopolitiques à l'œuvre constituent également des facteurs de risque** non négligeables sur la croissance à venir.

Dans ce contexte, **les échanges mondiaux de marchandises continuent de s'inscrire dans une phase de quasi stagnation qui dure depuis plus de 4 ans** (la baisse des montants mensuels exportés observée depuis début 2015 sur le graphique ci-contre relevant de la forte baisse des prix du pétrole).

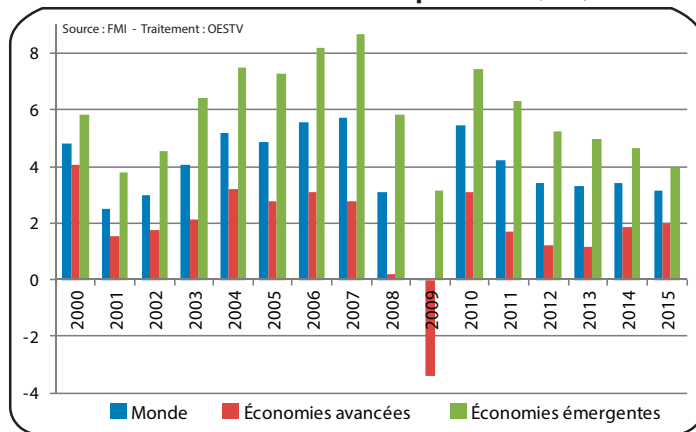
↳ Les cours de la plupart des matières premières et des métaux continuent de se replier

Le cours du pétrole, après s'être réduit de près de moitié entre juin 2014 et juin 2015 (de 115 à 65\$ le baril), a continué son repli sur les derniers mois (-27% entre début juillet et fin novembre) et s'établit désormais, depuis quelques semaines, en deçà de la barre des 50\$.

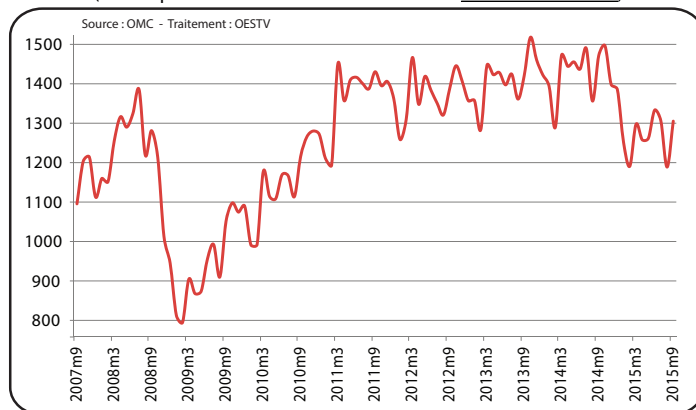
Les métaux industriels suivent la même trajectoire. Depuis le début de l'année, l'indice des six grands métaux industriels cotés à la bourse de Londres a plongé de près de 30% entraîné par la chute du nickel (-45%), du zinc (-30%), du cuivre (-29%), de l'étain (-26%), de l'aluminium (-23%) et du plomb (-16%).

La plupart des produits agricoles est aussi concernée par cette tendance baissière. Depuis le début d'année, parmi les principales productions de denrées alimentaires, le blé et l'avoine reculent de 20%, le maïs de 10%, le soja de 14%, le café de plus de 25% ; les cours du riz et du sucre se maintiennent sur la période (+3% chacun) mais demeurent à des niveaux très inférieurs (de l'ordre de -50%) à leur point haut de 2011/2012. Les matières agricoles non alimentaires sont également impactées : le bois (côté à Chicago) se replie de plus de 25% depuis janvier 2015, le caoutchouc de près de 30%, ...

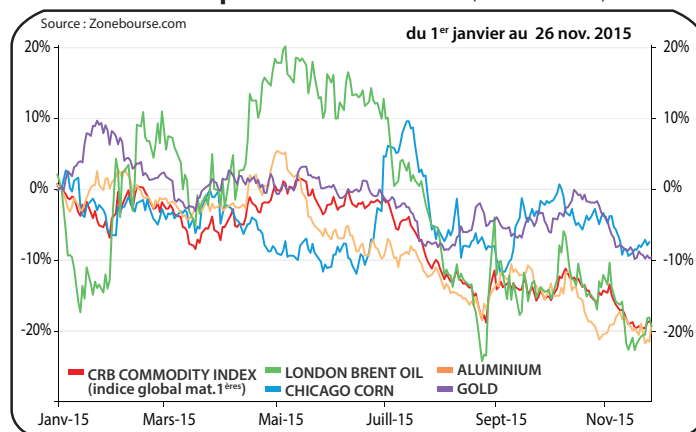
Croissance mondiale depuis 2000 (en %)



Échanges mondiaux de marchandises de 2007 à sept. 2015 (sens exportations - données mensuelles en milliards de dollars)



Matières premières et métaux (évolution en %)



↳ **ZONE EURO : l'activité économique est toujours soutenue par des facteurs exogènes favorables (pétrole et euro) et, secondairement, par une reprise progressive de la demande intérieure (consommation et investissements)**

Selon une première estimation d'Eurostat, la croissance en zone euro ressortirait à +0,3% au 3^{ème} trimestre 2015, après +0,4% aux 1^{er} et 2^{ème} trimestres. L'Espagne poursuivrait sur sa lancée des 2 trimestres précédents (0,8%, après +0,9% et +1,0% aux 1^{er} et 2^{ème} trimestres) tout comme l'Allemagne (+0,3%), la France (+0,3%) rebondirait après un printemps atone tandis que l'Italie (+0,2%) s'établirait un peu en dessous des attentes du consensus (pour rappel, ces 4 pays représentent 80% du PIB de la zone).

Le climat des affaires de l'automne dans l'industrie manufacturière conforte ce sentiment global d'amélioration du contexte conjoncturel en zone euro. Quelques inquiétudes se font toutefois jour au regard de l'affaiblissement de la demande des économies émergentes en biens finaux. Cette faiblesse devrait néanmoins être plus que compensée par la demande, en progression, en provenance des économies développées sur la voie de la reprise. **Au total, pour la période à venir, le ralentissement des pays émergents ne devrait pas faire décélérer la zone euro mais plutôt l'empêcher d'accélérer plus nettement.**

Dans ce contexte un peu plus dynamique, **l'investissement productif commence à se redresser de manière plus ou moins significative** dans l'ensemble de la zone euro.

Le marché du travail poursuit également son amélioration (variable toutefois selon les pays) **avec un taux de chômage désormais établi à 10,8% à fin septembre 2015 pour l'ensemble de la zone**, soit le plus faible taux enregistré depuis janvier 2012 et en repli de 1,3 point comparé à son point haut de début 2013. **Cette amélioration participe ainsi à un redressement progressif de la consommation des ménages.**

Au total, sur l'ensemble de l'année 2015, l'activité devrait progresser de 1,5% en zone euro.

↳ **ÉTATS-UNIS : l'activité est portée par la consommation et l'investissement des ménages**

Si la **croissance aux États-Unis** a empreinté des rythmes inégaux au fil des trimestres (fortement perturbée par des facteurs météorologiques au 1^{er} trimestre, très vigoureuse au 2^{ème} et un peu plus modérée au 3^{ème}), elle **devrait toutefois ressortir à un niveau plutôt solide sur l'ensemble de l'année 2015 (+2,5% en prévision).**

Elle repose, pour l'essentiel sur une forte dynamique de la consommation des ménages ainsi que sur la poursuite du redressement de l'immobilier : ces 2 facteurs ont été à l'origine de la quasi-totalité de la croissance de la production au cours des 3 premiers trimestres.

A l'inverse, d'autres facteurs posent toutefois quelques questions et pourraient contraindre l'activité dans les trimestres à venir. **L'appréciation du dollar** face à de nombreuses autres monnaies impacte le canal des exportations, **les investissements des entreprises** tendent aujourd'hui à se modérer (dans l'industrie pétrolière notamment) et, enfin, **le taux d'emploi** (62,4% en septembre 2015, il a perdu près de 4 points depuis 2008) **est à son plus bas niveau depuis la fin des années 70** ... et pourtant le taux de chômage (5,0% en octobre) continue de se réduire !

↳ **ÉCONOMIES ÉMERGENTES : la phase d'ajustement se prolonge et la croissance s'érode**

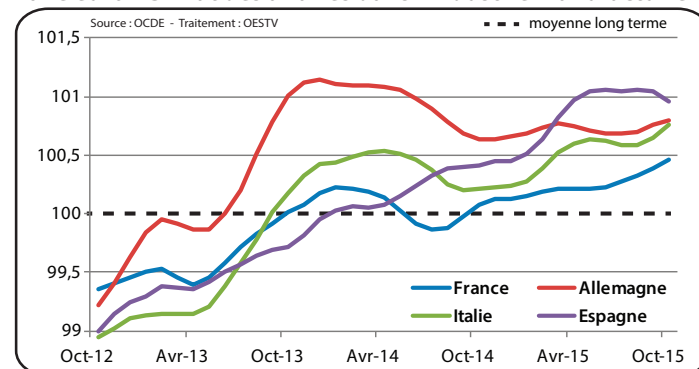
D'une manière générale, les économies émergentes sont entrées, depuis 2 ou 3 ans, dans **une phase d'ajustement faisant suite à une période de forte expansion du crédit et de l'investissement au lendemain du choc de 2008.** Très dépendants de leurs exportations, ces pays ont été progressivement affectés par la faiblesse de la reprise dans les économies avancées puis, consécutivement, par une tendance baissière du cours des principales matières premières. **En 2015, avec un ralentissement plus fort que prévu de la Chine, les émergents ont continué de tourner au ralenti** accentuant de fait les tendances précédentes et cristallisent désormais davantage d'interrogations sur leur capacité de résistance (turbulences sur leurs marchés financiers, fortes dépréciations de leurs monnaies). **Aujourd'hui, le climat des affaires y demeure dégradé dans la plupart des cas et les prévisions d'activité pour les trimestres à venir restent soumises à de nombreux aléas.**

Croissance du PIB et prévisions (en %)

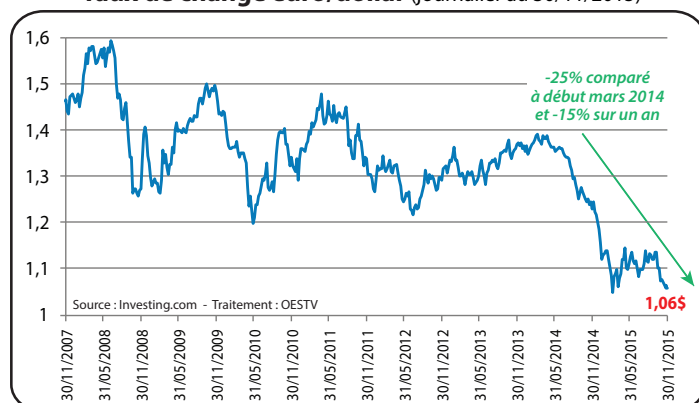
(source : FMI - Octobre 2015)

	2014	2015 (p)	2016 (p)
ZONE EURO	+0,9	+1,5	+1,6
France	+0,2	+1,2	+1,5
Allemagne	+1,6	+1,5	+1,6
Espagne	+1,4	+3,1	+2,5
Italie	-0,4	+0,8	+1,3
Royaume-Uni	+3,0	+2,5	+2,2
États-Unis	+2,4	+2,6	+2,8
Japon	-0,1	+0,6	+1,0
ÉCONOMIES AVANCÉES	+1,8	+2,0	+2,2
Chine	+7,3	+6,8	+6,3
Inde	+7,3	+7,3	+7,5
Brésil	+0,1	-3,0	-1,0
Russie	+0,6	-3,8	-0,6
ÉCONOMIES ÉMERGENTES	+4,6	+3,9	+4,5
MONDE	+3,4	+3,1	+3,6

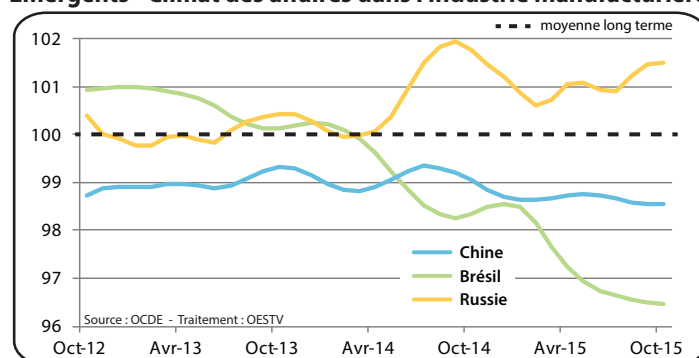
Zone euro - Climat des affaires dans l'industrie manufacturière



Taux de change euro/dollar (journalier au 30/11/2015)



Émergents - Climat des affaires dans l'industrie manufacturière



est à son plus bas niveau depuis la fin des années 70 ... et pourtant le taux de chômage (5,0% en octobre) continue de se réduire !

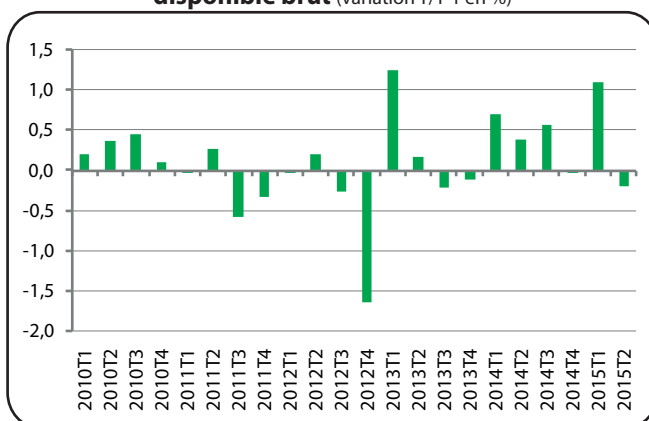
POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES - Léger repli au 2^{ème} trimestre 2015

Au 2^{ème} trimestre 2015, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB) se replie légèrement de -0,2% comparé au trimestre précédent, après avoir enregistré une hausse de +1,1% trois mois plus tôt.

D'un côté, le revenu disponible brut des ménages progresse nettement moins vite au 2^{ème} trimestre 2015 (+0,3% après +1,0%) en raison d'une augmentation plus contenue de la masse salariale (+0,3% après +0,7%).

De l'autre, les impôts sur le revenu et le patrimoine en forte baisse au 1^{er} trimestre, augmentent de nouveau de +0,5% sur le 2^{ème} trimestre. De plus, l'indice des prix des dépenses de consommation des ménages rebondit, quant à lui, sur ce 2^{ème} trimestre (+0,4% après -0,1%), ce qui accentue le ralentissement du pouvoir d'achat.

Évolution trimestrielle du pouvoir d'achat du revenu disponible brut (variation T/T-1 en %)



MORAL DES MÉNAGES - Stabilité sur le mois de novembre 2015 ... qui s'inscrit toutefois dans une dynamique haussière depuis un an et demi

***Avertissement :** Les réponses à cette enquête ont été collectées du 28 octobre au 17 novembre 2015. Seuls 7% des enquêtés ont répondu après les attentats du 13 novembre.

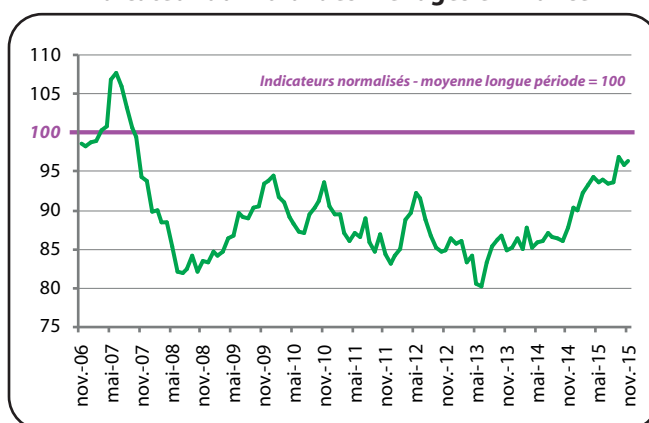
En novembre 2015, la confiance des ménages reste stable comparé à octobre. L'indicateur synthétique se situe à 96, soit toujours en dessous de sa moyenne de long terme (100).

L'opinion des ménages relative à leur situation financière personnelle passée est identique à celle d'octobre, soit son plus haut niveau depuis novembre 2010 (mais toujours en deçà de sa moyenne long terme).

Le solde d'opinion sur leur capacité d'épargne actuelle s'améliore de 2 points et retrouve sa moyenne long terme.

Enfin, l'opinion des ménages sur le niveau de vie passé progresse légèrement de 1 point mais reste aussi en dessous de sa moyenne.

Indicateur du moral des ménages en France



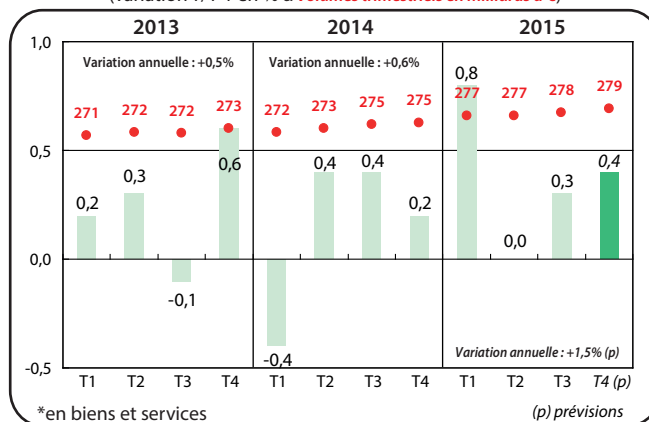
CONSOMMATION DES MÉNAGES - Sur la voie de la reprise

Au 3^{ème} trimestre 2015, les dépenses de consommation des ménages se sont redressées de +0,3% après avoir stagné sur les 3 mois précédents.

Cette hausse est notamment imputable aux dépenses réalisées dans le poste "biens fabriqués" (automobiles, équipement du foyer, textile,...) qui progressent de +1,0% après -0,1% sur le trimestre précédent. Les dépenses globales d'énergie, gaz et électricité essentiellement, ressortent également en hausse (+1,6% après -2,1%). A l'inverse, les achats de produits alimentaires ont légèrement reculé sur ce 3^{ème} trimestre (-0,2% après +0,8%).

Soulignons enfin, que les dépenses des ménages en services s'affiche également en légère progression (+0,2% comme au 2^{ème} trimestre).

Évolution trimestrielle de la consommation* des ménages (variation T/T-1 en % & Volumes trimestriels en milliards d'€)



INVESTISSEMENT DES MÉNAGES - Toujours en repli ... et pour le 15^{ème} trimestre consécutif

L'investissement des ménages (essentiellement en logements : achat et entretien-amélioration) poursuit son repli au 3^{ème} trimestre 2015, de manière toutefois plus modérée (-0,5%) que sur les 2 premiers trimestres de l'année (-0,8% sur le 1^{er} trimestre et -1,1% sur le 2^{ème}).

En prévision sur le 4^{ème} trimestre, les investissements des ménages continueraient de reculer au même rythme (-0,6%).

TAUX DE MARGE DES SNF* - Stabilité au 2^{ème} trimestre après une forte hausse du 1^{er} trimestre

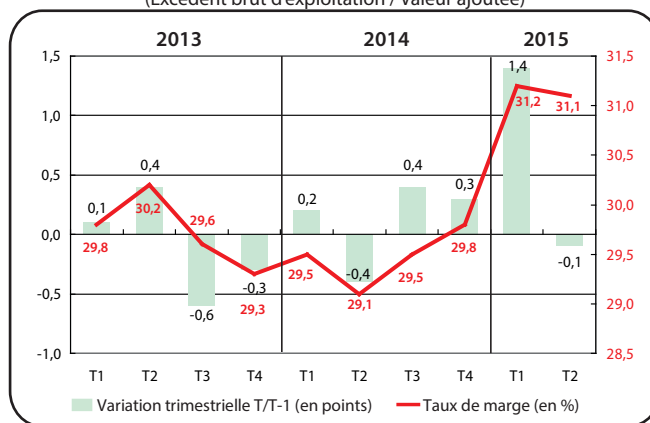
*sociétés non financières

Au 2^{ème} trimestre 2015, le taux de marge des sociétés non financières (SNF) est demeuré quasi stable (-0,1 point) à 31,1% ; les rémunérations versées par les SNF augmentant à peine plus que leur valeur ajoutée sur ce trimestre.

Pour rappel, le taux de marge des SNF avait fortement augmenté (+1,4 point) au 1^{er} trimestre en raisons de baisses de cotisations sociales et du relèvement du taux du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE).

Taux de marge des sociétés non financières

(Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée)



INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES* - Le rebond se poursuit sur le 3^{ème} trimestre

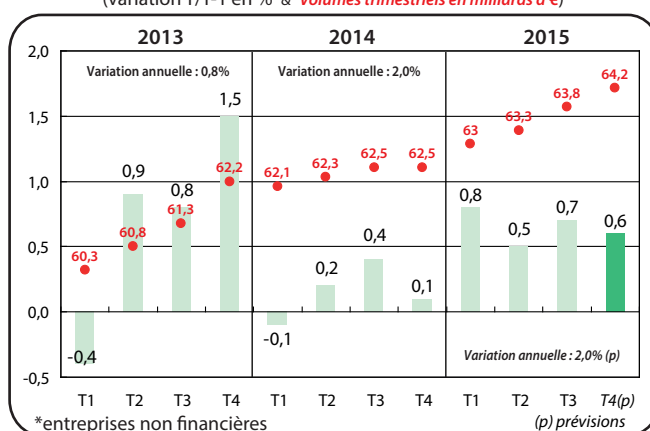
Au 3^{ème} trimestre 2015, l'investissement des entreprises (non financières) accélère de +0,7% après +0,5% lors du trimestre précédent.

Les carnets de commandes qui se regarnissent, le taux de marge qui remonte (gain de 1,3 point depuis le début d'année) et des conditions de financement toujours très favorables favorisent cette reprise de l'investissement depuis le début de l'année.

En prévision sur le 4^{ème} trimestre 2015, le redressement des immobilisations des entreprises se poursuivrait au même rythme.

Évolution trimestrielle des investissements des entreprises*

(variation T/T-1 en % & Volumes trimestriels en milliards d'€)



CLIMAT DES AFFAIRES - Novembre 2015 : Seul le bâtiment demeure largement en dessous de sa moyenne de longue période

*** Avertissement :** Les résultats de cette enquête intègrent les réponses des entreprises jusqu'au 19 novembre inclus. La très grande majorité des entreprises avaient répondu avant les attentats du 13 novembre.

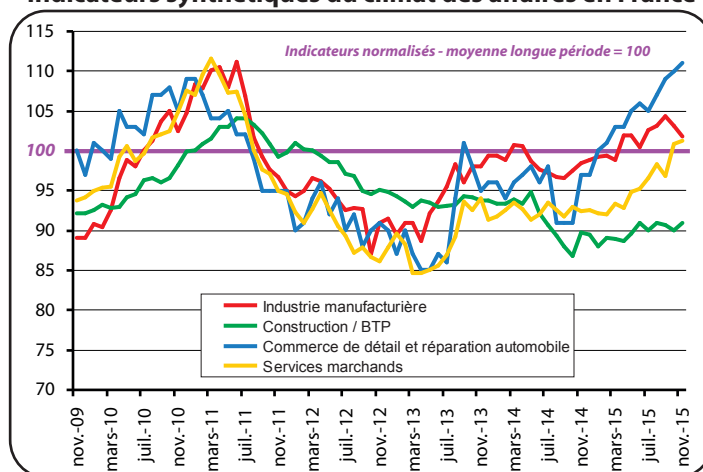
- **Industrie manufacturière** - Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee, le climat des affaires se replie de **1 point au mois de novembre (à 102)** en raison notamment de carnets de commandes globaux et de carnets de commandes étrangers se dégradant légèrement. Les industriels sont, par contre, bien plus optimistes qu'en octobre sur **les perspectives générales** (opinion sur l'activité de l'industrie dans son ensemble) avec un solde qui progresse de 8 points et atteint ainsi son plus haut sommet depuis juin 2011.

- **Construction / BTP** - L'indicateur du climat des affaires s'améliore légèrement sur le mois de novembre (+1 point), mais reste toutefois nettement en dessous de sa **moyenne de long terme (à 91)**. Les carnets de commandes sont toujours jugés inférieurs à la normale, les prix pratiqués encore très serrés, les capacités de production sous-utilisées. Enfin, les entrepreneurs sont quasiment aussi nombreux à anticiper la poursuite de la baisse de leurs effectifs.

- **Commerce de détail / automobile** - Le climat des affaires reste favorable (à 111), nettement supérieur à sa **moyenne de long terme**. Les perspectives générales d'activité ne cessent de s'améliorer depuis un an (le solde se situant au niveau de fin 2007), tout comme les soldes relatifs aux ventes prévues et aux intentions de commandes. Petite nuance toutefois, les stocks restent jugés inférieurs à la normale et les deux soldes relatifs à l'emploi passé et prévu diminuent légèrement.

- **Services marchands** - En novembre, le climat des affaires reste stable (à 101), à un niveau légèrement supérieur à sa **moyenne long terme**. Les chefs d'entreprise sont plus nombreux qu'en octobre à signaler une hausse de la demande prévue et le solde relatif aux effectifs passés augmente tandis que celui des effectifs prévus demeure stable.

Indicateurs synthétiques du climat des affaires en France

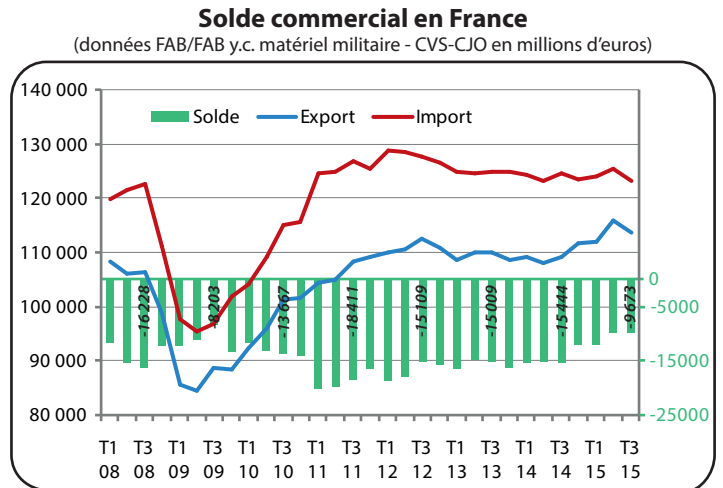


COMMERCE EXTÉRIEUR - Nette réduction du déficit commercial depuis le début de l'année

Source : Douanes

Au 3^{ème} trimestre 2015, le déficit de notre solde commercial (données FAB/FAB y.c. matériel militaire) se replie de nouveau quelque peu (-0,6%) par rapport aux 3 mois précédents pour s'établir à -9,7 milliards d'euros. Dans le détail, nos importations et nos exportations ont reculé dans les mêmes proportions (respectivement -1,7% et -1,8%) comparé au 2^{ème} trimestre.

En cumul sur les 9 premiers mois de 2015, le déficit de notre solde commercial se réduit très fortement de -31% comparé à la même période de 2014 (-31,5 Mds contre -45,8 Mds un an plus tôt). Cette réduction relève exclusivement d'une hausse sensible de nos exportations de +4,6% (soit 341,5 Mds contre 326,4 Mds) puisque, dans le même temps, nos importations sont restées quasi stables (+0,2%, soit 372,9 Mds contre 372,2 Mds).



PIB - L'activité se renforce au 3^{ème} trimestre 2015 après un printemps atone

Source : INSEE

Au 3^{ème} trimestre 2015, l'activité progresse de +0,3%, après une stabilité au 2^{ème} trimestre (0%).

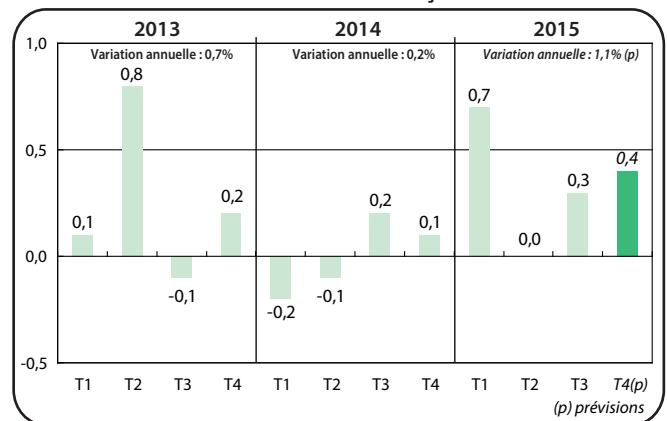
Sous l'angle des dépenses, cette progression s'explique d'abord par la hausse de la consommation des ménages (+0,3%) et des administrations publiques (+0,4%).

Côté investissements globaux (entreprises + ménages + administration publique) la reprise reste encore modeste (+0,1%).

Sous l'angle de la production, la croissance de l'activité a été portée par le dynamisme de la production dans les services marchands (+0,6%) et, dans une moindre mesure, par le rebond de la production manufacturière (+0,3% après -0,6% au trimestre précédent). A l'inverse, la production dans la construction s'est de nouveau nettement repliée (-0,8% après -0,9%).

En prévision sur la fin d'année 2015, la hausse de l'activité se poursuivrait au même rythme (+0,4% au t4).

Variation trimestrielle du PIB français (variation T/T-1 en %)



EMPLOI SALARIÉ MARCHAND - Nouvelle hausse sur le 3^{ème} trimestre 2015 ... à la faveur d'une progression dans le tertiaire marchand

Source : INSEE - estimation flash au 13 novembre 2015

Selon l'Insee (estimation flash), l'emploi salarié marchand continue d'augmenter au 3^{ème} trimestre 2015 (+0,1% soit +14 900 postes), après celle (+0,2%, +23 800 postes) observée au cours du trimestre précédent.

Sur un an à fin septembre 2015, l'emploi salarié s'inscrit en progression de +0,3%, soit un gain de 49 200 emplois marchands.

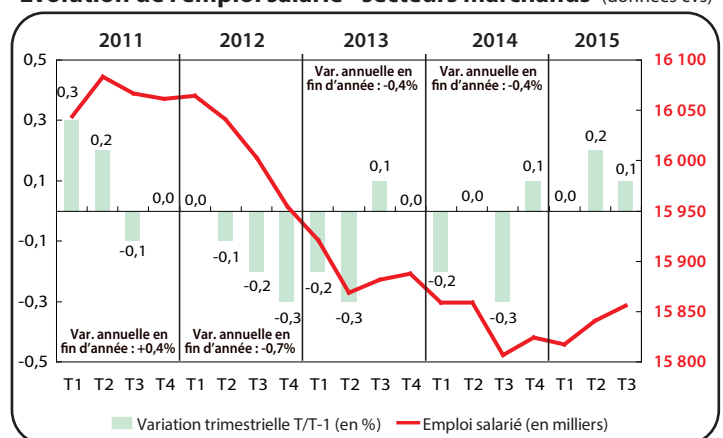
A fin septembre 2015, la France comptait 15,856 millions d'emplois salariés marchands.

Évolution de l'emploi salarié par secteur d'activité au 3^{ème} trimestre 2015 (secteurs marchands uniquement)

- Dans l'INDUSTRIE, 12 800 emplois ont été détruits (-0,4%), soit des pertes un peu plus élevées que celles constatées sur les 2 premiers trimestres de 2015 (-9 000 emplois au 2^{ème} et -8 700 au 1^{er}). À fin septembre 2015, la France comptait 3,109 millions de salariés dans l'industrie, en recul de -1,3% sur un an (-39 400 postes).

- Dans la CONSTRUCTION/BTP, la forte dégradation des effectifs se poursuit au même rythme : 10 000 postes (-0,8%) ont été perdus au cours du 3^{ème} trimestre 2015, après -11 600 au 2^{ème} trimestre (-0,9%) et -11 000 au 1^{er} (-0,8%). À fin septembre 2015, la France comptait 1,317 million de salariés dans la construction pour une évolution des effectifs de -3,4% sur un an (soit -46 500 emplois).

Évolution de l'emploi salarié - secteurs marchands (données cvs)

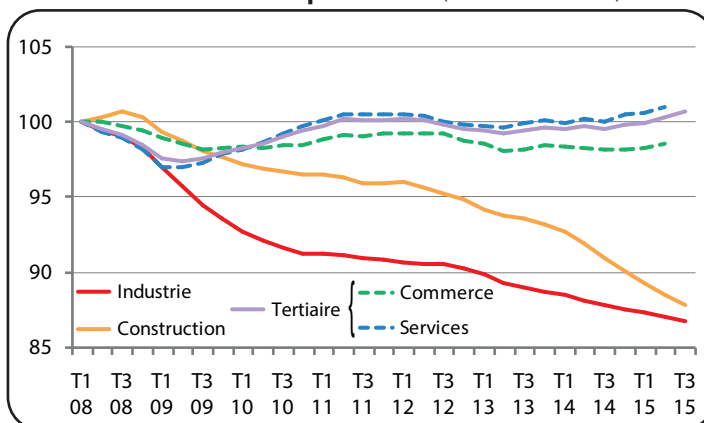


- Dans le TERTIAIRE (commerce + services marchands), les effectifs sont de nouveau en progression au 3^{ème} trimestre de +0,3% (gain de 37 800 postes), après celle observée 3 mois plus tôt (+0,4%, soit +44 300 emplois).

Si cette hausse relève, pour une part non négligeable, de la dynamique du marché de l'intérim (+3,2% au 3^{ème} trimestre, soit +17 600 intérimaires, après +3,6% au trimestre précédent), l'emploi du secteur tertiaire hors intérim continue également d'augmenter de +0,2%, pour un gain de 20 200 postes (après +0,2% au trimestre précédent).

À fin septembre 2015, la France comptait 11,430 millions de salariés dans le secteur tertiaire marchand pour une évolution des effectifs de +1,2% sur un an (soit +135 100 emplois).

Évolution de l'emploi salarié (base 100 au T1 2008)



CHÔMAGE - Le taux de chômage repart à la hausse au 3^{ème} trimestre

Source : INSEE - DARES

Selon Pôle Emploi, à fin octobre 2015, le nombre de demandeurs d'emploi (DE) de catégorie A en France métropolitaine a fortement augmenté de +1,2% (plus forte hausse depuis janvier 2013) comparé au mois de septembre, soit 42 000 DE supplémentaires.

A fin octobre, la France compte 3,590 millions de demandeurs d'emploi de catégorie A.

Les catégories des plus de 50 ans et des 25/49 ans sont celles qui sont les plus impactées par cette hausse du nombre de demandeurs d'emploi : respectivement +1,5% (+12 700 DE de +50 ans) et +1,4% (+29 300 DE de 25/49 ans). A l'inverse, le nombre de jeunes (-25 ans) à la recherche d'un emploi est resté stable sur octobre, en raison notamment du maintien d'un volume conséquent d'emplois aidés.

Sur un an à fin octobre 2015, le nombre de DE en France métropolitaine s'établit en hausse de +3,7%, soit 128 400 personnes supplémentaires.

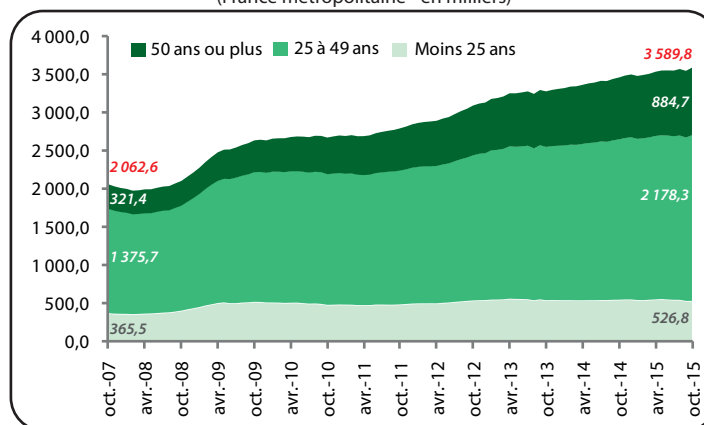
En moyenne sur le 3^{ème} trimestre 2015, le taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine s'est établi à 10,2% de la population active, soit en hausse de 0,2 point comparé au trimestre précédent.

La hausse du taux de chômage sur le 3^{ème} trimestre 2015 concerne l'ensemble des tranches d'âges, et plus particulièrement les jeunes :

- => taux à 24,6% pour les -25 ans (+1 point comparé au trimestre précédent)
- => 9,5% pour les 25-49 ans (+0,2 point)
- => 7,2% pour les +50 ans (+0,2 point)

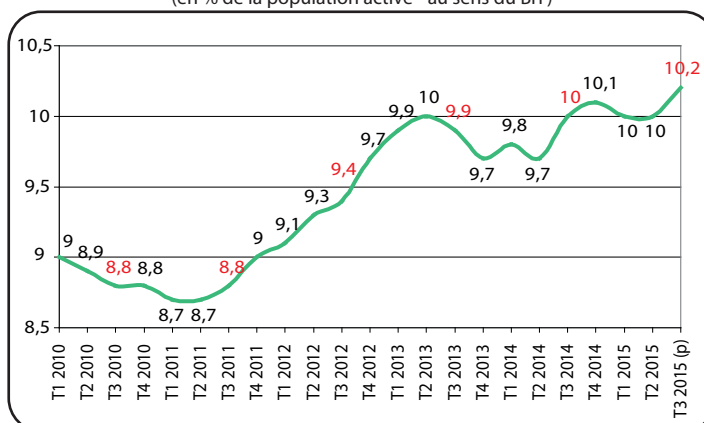
Demandeurs d'emploi de catégorie A

(France métropolitaine - en milliers)



Taux de chômage en France métropolitaine

(en % de la population active - au sens du BIT)



NOTES

Partenaires financeurs de l'OESTV



Les organismes suivants soutiennent l'OESTV

- Chambre d'Agriculture
- Chambre de Métiers
- Chambre des Notaires
- Fédération du Bâtiment de la Vendée
- Fédération Travaux Publics 85
- FNTR Pays de la Loire
- MEDEF Vendée
- ORCAB
- Ordre des Experts Comptables
- SYSTEME U Vendée
- SYDEV
- TRIVALIS
- UDAF Vendée
- UIMV
- UPA Vendée

- Communauté de communes de l'Île de Noirmoutier
- Communauté de communes des Olonnes
- Communauté de communes du Pays des Herbiers
- Communauté de communes du Pays de Challans
- Communauté de communes Terres de Montaigu
- Communauté de communes Vendée Sèvre Autise
- Roche sur Yon Agglomération

- Commune de Luçon
- Commune d'Olonne-sur-Mer
- Commune de Saint-Gilles-Croix-de-Vie
- Commune de la Tranche-sur-Mer

- Société Publique Régionale Pays de la Loire

- Conseil Général de la Vendée

- Association Entreprises des Olonnes
- Banque Palatine
- BDO Atlantique
- BTP CFA Vendée
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Entreprises
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Particuliers
- Casino des Pins
- CAUE Vendée
- CAVAC
- CER France Vendée
- CERA
- CNAM Vendée
- E.Leclerc - SAS Sodilonne
- E.Leclerc - SAS Sodiroche
- ERDF Vendée
- Escales Ouest / ARIDEV
- Fédération Départementale des Maisons Familiales Rurales
- Fleury Michon
- GAUTIER France
- Groupe ATLANTIC
- Groupe LIEBOT
- Groupe MOUSSET
- ICES
- ICFS MESLAY
- KUHN-AUDUREAU SA
- Maison Départementale des Associations de Vendée
- Mutuelles de Vendée
- PRAMAC
- Réseau Entreprendre Vendée
- SAUR Vendée
- Société Générale
- SOHETRA
- TV Vendée
- UDOGEC Vendée
- URSSAF Pays de la Loire
- Vendée Logement esh
- VM Matériaux
- You Industrie
- Yves COUGNAUD



Observatoire Économique Social et Territorial de la Vendée

16 rue Olivier de Clisson - CS 10049 - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tél : 02.51.24.83.33 Fax : 02.51.62.72.17 e.mail : oestv@wanadoo.fr - Site Internet : www.oestv.fr